

Bulletin du G.S.I

(Groupe Socialiste Internationaliste)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs
IV^e Internationale N°47 - FEVRIER 2003 - 2 EUR



L'Internationalist



Impérialistes hors d'Irak !

Sommaire du n° 47

- ✓ Non à la guerre en Irak ! p.2
- ✓ La retraite à la carte : lescroquerie du siècle. p.5
- ✓ L'art de l'esquive ou Raffarin abat ses cartes. p.8
- ✓ Tribune libre - FSE Paris 3, un vrai syndicat étudiant de lutte anticapitaliste. p.9
- ✓ Vie des sections - Espagne - Le voyage en Palestine p.10
- ✓ Bush et Lula... p.12
- ✓ La gauche socialiste et le gouvernement Lula p.14

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :

A.P.I.D.O
BP 66
94311 ORLY CEDEX FRANCE
(adresse pour toute correspondance)

Courrier électronique
(E-Mail) :
apido.gsi@wanadoo.fr

Site Web:
http://perso.wanadoo.fr/apido.gsi/

Clôture rédactionnelle le
12 février 2003

Directeur de la publication :
J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

Non à la guerre en Irak !

Le "vieux Sud" et la "vieille Europe"...

"Une action sans l'accord de l'ONU serait un désastre. La Turquie, par exemple, le plus proche allié de l'Amérique dans le monde musulman, considérerait une telle guerre comme une catastrophe. C'est pourquoi M. Chirac, en insistant sur un vote du Conseil de sécurité avant toute attaque, a raison. Et il agit ainsi en véritable allié des Etats-Unis." (Quentin Peel, éditorialiste au *Financial Times*, cité dans l'hebdomadaire *Courrier International* n°640 du 6 au 12 février 2003, page 5)

Depuis longtemps l'administration Bush a décidé de faire la guerre à l'Irak. L'envoi massif et régulier de troupes depuis plusieurs mois dans la région du Golfe le montre. Pour Bush et son entourage d'ultra réactionnaires, dinosaures rescapés de l'ère Brejnev-Nixon, représentants typiques de la mentalité du vieux Sud ségrégationniste et obtus, la recomposition du monde selon les intérêts exclusifs des multinationales US est le premier objectif de l'agenda. Dès lors, peu leur importe que la majorité des "opinions publiques" soient opposées à la guerre et qu'un puissant mouvement anti-guerre existe aux USA mêmes.

Du 11 septembre à Saddam Hussein

Qui se demande encore, à Washington, où sont passés O. Ben Laden et le molah Omar ? Quid de la piste américaine, révélée par une organisation pacifiste US, à propos des attaques à l'anthrax fin 2001, début 2002... Le FBI a-t-il été prié de regarder ailleurs ?

Comme cela était prévisible, depuis 16 mois, l'administration Bush exploite de façon systématique et éhonté, avec un cynisme abjecte, le sang des victimes des attentats du 11 septembre : quoi qu'il arrive désormais, le 11 septembre justifie tout. Le citoyen américain est

fermement appelé à monter les couleurs chaque matin et à claquer des talons à chaque apparition de Bush à la télévision.

Ceux - et ils sont nombreux - qui n'acceptent pas ce diktat sont mis sous la surveillance des services du sinistre Attorney General John Ashcroft¹. La "lutte contre le terrorisme" n'est que le paravent moral et juridique de la lutte contre tout risque de voir contesté un tant soit peu le libre marché capitaliste et son bras armé. Cela aussi, on l'avait compris.

Bush peut donc passer à autre chose, maintenant, c'est le tour de Saddam Hussein. Le nouvel ordre mondial voulu par Bush-Cheney-Rumsfeld consiste à mettre à terre les derniers vestiges de l'ordre de Yalta-Potsdam dans la mesure où ceux-ci ne peuvent pas être recyclés dans l'ordre nouveau : l'ONU est dans la ligne de mire, l'OTAN aussi dans une certaine mesure. Dans cette optique, d'anciennes alliances doivent être réévaluées et des vieilles oppositions, atténuées.

Mais voilà, Bush ne va-t-il pas trop vite, trop loin ? Emporté par cet excès de confiance en soi inhérent à la "surperpuissance", l'impérialisme US ne risque-t-il pas de créer un chaos, sans commune mesure avec ce que le XXème siècle connut de pire ? Beaucoup

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

des "alliés" des USA s'interrogent.

Affrontements inter-impérialistes

Ils s'interrogent d'autant plus bruyamment que leur part du gâteau de l'économie mondiale leur est plus brutalement contestée par l'oncle Sam. C'est le cas de l'impérialisme français, dont les intérêts sont systématiquement mis en cause, avec plus ou moins d'élégance, en Afrique, au Proche et au Moyen-Orient surtout.

L'observateur averti aura relevé que le Rwanda puis l'ex-Zaïre, à l'époque de Clinton, avaient été le théâtre d'affrontements inter-impérialistes dans lesquels les Africains avaient servi d'intermédiaires promis au massacre. De même en Afrique de l'Ouest, le Libéria, le Sierra Leone et la Guinée, la région dans laquelle se trouve la Côte d'Ivoire, sont en proie à des guerres civiles dans lesquelles les compagnies minières tirent les ficelles, par "sociétés de sécurité" interposées.

Ces deux régions, l'Afrique centrale et occidentale, comme le Proche et le Moyen-Orient, sont des leviers déterminants dans ce qui reste de puissance à l'impérialisme français, dont la présence dans ces régions est cependant contestée par des "alliés" de longue date : l'impérialisme US et son satellite anglais.

Quant à l'Allemagne, sa bourgeoisie déploie depuis 10 ans une offensive déterminée pour réoccuper une place politique de premier plan, plus conforme à son poids économique. Dans ce cadre, l'offensive US en direction

de l'Irak contrecarre des projets qui passent par le Proche et le Moyen-Orient.

La Russie et la Chine rééquilibrent leurs alliances

Les dirigeants de la Russie de Poutine, dominée par l'oligarchie mafieuse héritière de la bureaucratie stalinienne, se heurtent dorénavant à une sérieuse concurrence US en Asie centrale et sur la région de la Mer Caspienne, dans les domaines du pétrole et du gaz.

Bien que souhaitant un partenariat stratégique à long terme avec l'impérialisme US, l'équipe de Poutine, qui joue par ailleurs sur le nationalisme grand russe, cherche à rééquilibrer les rapports de forces. D'où la petite phrase de Poutine, lors de sa visite à Paris, sur la nécessité d'un monde multipolaire et sa plaisanterie à propos du Conseil de sécurité qui ne doit pas ressembler à un congrès de l'ex-PCUS !

La Chine "populaire", avec d'énormes ambitions dans la région, et en capacité de devenir le principal rival commercial des USA d'ici 20 ans, espère bien récupérer Taïwan. Ses dirigeants craignent une intervention US contre la Corée du Nord (désignée par Bush comme un membre de "l'axe du Mal"). Mais sa dépendance à l'étape actuel pour 25% des USA pour ses exportations, permet de mieux comprendre l'appui modéré apporté par la Chine à la proposition Chirac-Schröder-Poutine.

Une guerre illégitime

On le voit bien, on est loin des préoccupations sur la morale et

sur le droit, arguments mis au centre des discussions tendues qui secouent le Conseil de sécurité de l'ONU et l'OTAN. Penchons-nous quand même sur ces questions.

Selon nous, marxistes, cette guerre est illégitime car il revient aux Irakiens, et à personne d'autre, de se débarrasser du dictateur Saddam Hussein, celui qui un embargo inique a permis de tenir plus de 10 ans, au prix de sacrifices inouïs pour le peuple qui paie chaque jour de son sang.

Cette guerre est illégitime car il y a belle lurette que l'Irak n'est plus en capacité de menacer militairement qui que ce soit dans la région et ailleurs. Tout le monde le sait si bien que l'équipe de T. Blair est allée jusqu'à plagier une thèse d'étudiant vieille de 12 ans pour étayer ses "preuves" de projets belliqueux de l'Irak de 2003 ! Des voix s'élèvent jusqu'à la CIA, où des analystes se plaignent des pressions qu'ils subissent pour biaiser leur rapports dans le sens voulu par les agités de l'équipe Rumsfeld-Wolfowitz.

Mais voilà, la guerre contre l'Irak, programmée par Bush, aura lieu. Tout est question de "présentation" à l'"opinion publique" : la fameuse légalité du Conseil de sécurité. Et la position de Chirac, qui consiste à défendre bec et ongles les intérêts des puissances impérialistes qu'il représente, est ambivalente. A contrario, se faisant "l'avocat du diable"², cette position travaille, en quelque sorte, à dégager toutes les objections qui pourraient s'élever contre la guerre et à chercher les éléments qui pourraient la justifier, légalement et moralement.

Les conditions de l'élection

(Suite page 4)

(Suite de la page 3)

de Bush en 2000 pèsent lourd dans la balance

Mais voilà, cette tactique demande du temps : avec les effectifs actuels, il faudrait 2 ans aux inspecteurs pour faire le tour de l'Irak et constater qu'il n'y a pas grand chose. Or, le temps est la seule chose qui manque à Bush et à son équipe, d'où leur irritation de plus en plus visible de vis-à-vis de la position russo-germano-française.

L'arrivée du printemps rend la guerre très difficile en zone désertique ou semi-désertique et le printemps c'est le 15 mars. L'autre échéance qui pèse sur l'agenda de Bush c'est l'approche du terme de son mandat, fin 2004.

D'ici là, il lui faudra gagner les primaires républicaines et obtenir un nouveau mandat, lui qui, minoritaire en voix en 2000, fut élu

d'une façon si contestable. Cette élection aurait pu déboucher sur une crise politique majeure aux USA mêmes, si les attentats du 11 septembre n'étaient pas venus fort à propos donner à Bush, et aux membres les plus radicaux de son équipe, tous les arguments pour proclamer : "America is back !" ³.

Toutefois dans sa volonté d'en finir au plus vite, l'administration Bush vient d'aggraver la crise politique de l'Europe de Maastricht. En quelques jours, 3 prises de positions mettent fin aux velléités d'une "Europe diplomatique" : l'appel des 8 chefs de gouvernements européens dans le Wall-Street Journal en appui de Bush, un vote du parlement européen dans le sens opposé, puis une déclaration, dans le sens voulu par Bush de la part de tous les pays d'Europe de l'Est, ex-membre du Pacte de Varsovie et candidats à l'UE et à L'OTAN !

Tout cela fait dire à V. Giscard-

d'Estaing, Président de la Convention européenne chargée de proposer un projet de constitution à l'UE, que l'Europe politique a régressé en deçà du traité de Maastricht... Pendant ce temps, l'impérialisme US et son valet britannique accentuent les préparatifs pour écraser dans le sang le peuple irakien.

Ce n'est pas l'ONU ni les gesticulations diplomatiques de l'axe Paris-Berlin-Moscou. qui empêchera cette agression. Seule la mobilisation unie des travailleurs et des peuples du monde entier pourront l'empêcher.

¹"A ceux qui effraient le peuple épris de paix avec les fantômes de la liberté perdue ; mon message est celui ci : Vos tactiques aident seulement les terroristes" J. Ashcroft

²Pour les ultra-conservateurs aux USA, qui vivent avec la Bible dans une main et le fusil dans l'autre, Saddam Hussein est, à proprement parler le Diable...

³L'Amérique est de retour, le slogan des vieux routiers de la droite du parti républicain.

Non au génocide du peuple irakien ! Pas un centime, pas un soldat pour la guerre en Irak ! Impérialistes, bas les pattes devant l'Irak !

Je m'abonne à l'*Internationaliste*, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

À : Date : Prix : 12 euros pour 6 numéros, 16 euros (soutien) (1)

Signature

Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

(1) Rayer les mentions inutiles

Chèque à l'ordre d'APIDO

Bulletin à renvoyer à : L'*Internationaliste* - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

La "retraite à la carte" : l'escroquerie du siècle

Désormais les délais sont comptés. La Commission européenne s'impatiente, le gouvernement Chirac-Raffarin-Juppé avance, le MEDEF le presse d'accélérer le pas, les bureaucrates syndicaux recherchent un compromis honteux sur le dos des travailleurs. Tous se retrouvent sur le concept fumeux de "retraite à la carte". Alors que chacun se préparait à l'affrontement, après les manifestations d'octobre et de novembre, une nouvelle manche s'est jouée le 10 janvier : la consultation des personnels (actifs et retraités) d'EdF-GdF vient ainsi d'apporter un camouflet cinglant à la direction de la CGT et un avertissement clair au gouvernement et au patronat.

En mars 2002, lors du sommet européen de Barcelonne, Chirac et Jospin s'étaient engagés à aller vite dans la remise en cause des retraites. Mais l'élection présidentielle est passée par là avec les résultats que l'on sait et Raffarin s'est saisi du dossier en cours avec l'ambition d'aller vite et d'éviter de se briser sur les mêmes écueils que son ami A. Juppé en 1995.

Patiemment, en relation étroite avec le MEDEF et avec les dirigeants des centrales syndicales, il avance ses pions. L'objectif annoncé est de mettre fin à "l'inégalité" devant la retraite entre les travailleurs du privé et ceux du public. Rappelons que cette inégalité est due aux mesures Balladur de 1993 qui ont mis fin aux 150 trimestres (37,5 ans) de cotisations pour tous, 150 trimestres jusque là nécessaires à la constitution d'une retraite à taux plein. Trois éléments constituent le centre du dispositif de Raffarin .

"Egalité" ...

Tout d'abord, il est envisagé un alignement accéléré des fonctionnaires et des régimes spéciaux sur le régime général , avec 160 trimestres (40 ans) pour tous. Remarquons que "mettre fin à l'inégalité" aurait pu consister à ramener le régime général à 150 trimestres, mais il en va des retraites comme du travail de nuit.

En effet, l'interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie ayant été considérée comme discriminatoire par la Commission européenne, on aurait pu tout simplement mettre fin

au travail de nuit dans l'industrie et la discrimination aurait cessé. Mais l'exigence de faire tourner les machines 24 heures sur 24 s'en est mêlée et les femmes on reçu "la liberté" de travailler la nuit à condition d'être "volontaires". Vus le niveau des salaires et le taux de chômage, le "volontariat" pour de tels horaires constitue maintenant un critère d'embauche.

La méthode est reprise de façon éhontée par Seillères et Raffarin qui trompent à tout va que partir à la retraite avec 150 trimestres et, qui plus est, dans certains cas avant 60 ans est un "privilège" scandaleux auquel il faut mettre fin sans attendre.

..."liberté"...

Second élément du dispositif gouvernemental, la retraite à la carte. Là aussi, comme l'a dit jadis Manon Rolland, épouse d'un ministre girondin conduite à l'échafaud : "*O liberté, que de crimes on commet en ton nom*". Les travailleurs seraient donc "libres" de partir quand ils le souhaitent et ils percevraient alors une pension proportionnelle à ce qu'ils ont "librement" cotisé.

Les modalités de calcul de retraite le plus souvent citées par des médias complaisants sont celles de la Suède - la très social-démocrate Suède - où l'ensemble de la vie active est prise en compte pour effectuer une moyenne. Ainsi, des 10 meilleures années on est passé à 25 par les mesures Balladur de 1993, et l'on passerait désormais à un calcul basé sur toute la longueur de la vie active, avec ses hauts et, surtout, ses bas. Sous couvert de liberté, la

durée de cotisation serait allongée à 42,5 voire 45 ans dans les plus beaux rêves du baron Seillères. En commençant à trimer à 16 ans, il faudrait alors attendre 61 ans dans le meilleur de cas.

Dans le meilleur des cas car, on le sait, le MEDEF est attentif : l'abaissement de l'âge de la scolarité obligatoire fait aussi partie du catalogue de ses exigences "libératrices". Aussi travaille-t-il, si on peut employer ce terme, à rétablir ces "libertés" ancestrales perdues au cours des deux derniers siècles : la "liberté" pour les enfants de travailler pour compléter le maigre salaire des parents, la "liberté" de travailler jusqu'à la mort pour les parents dans l'impossibilité de percevoir une pension convenable. Vous êtes bien bon, Ernest-Antoine... pour vous-même et pour ceux que vous représentez : tous, vous y trouveriez très largement votre compte.

... fonds de pension

Le dernier aspect du projet gouvernemental est la mise en place de fonds de pensions par capitalisation. Là, le gouvernement fait appel, ensemble, et à l'égalité et à la liberté.

Egalité, car de tels fonds existent dans la fonction publique (PREFON et CREF) où ils regroupent 760 000 "adhérents" (ce qui reste donc très minoritaire, il faut le souligner). Bien entendu, selon nos apôtres de l'égalité, les travailleurs du privé devraient pouvoir en "bénéficier"¹. Mais voilà,

(Suite page 6)

(Suite de la page 5)

il y a trois objections à cet argument.

Premièrement, il n'y a pas de caisse retraite complémentaire par répartition (du type ARRCO ou AGIRC) dans la fonction publique, l'employeur, l'Etat, assurant le versement de l'ensemble de la retraite de ses fonctionnaires. Deuxièmement, la PREFON et le CREF, par leur fonctionnement et leur fiscalité, s'apparentent plus à des assurance vie qu'à des fonds de pension. Troisièmement, il existe déjà des fonds de pension par capitalisation dans le privé sous l'appellation "retraites supplémentaires", mais il brassent des sommes faibles, bien qu'en augmentation constante (28 milliards de Francs en 1999), au regard des systèmes par répartition (1 150 milliards de Francs en 2000²).

Mais du point de vue de l'intérêt des travailleurs, **la question centrale** et éludée par la rhétorique gouvernementale et patronale, est bien la garantie des retraites (de base et complémentaire) par répartition et le **démantèlement des fonds de pension par capitalisation, dans le public comme dans le privé.**

"Liberté" maintenant, car dans un premier temps, les fonds de pension pourraient n'être que facultatifs ou, tout au moins, le montant des cotisations, modestes. En effet, le krach boursier, les scandales autour d'Enron, WorldCom ou Vivendi Universal et France Télécom font que le moment ne se prête pas à un basculement massif des caisses de retraites par répartition vers les fonds de pension par capitalisation.

Bien sûr, Seillères à déjà prévenu dans les Echos du 13 janvier 2003, page 3 : "Il n'est plus possible d'augmenter les cotisations payées par les salariés et les entreprises. Les Français consacrent déjà 25% de leur salaire brut aux retraites par répartition, et la solidarité intergénérationnelle ne peut aller plus loin". Ce qui ne l'empêche pas de préciser plus loin après avoir disserté sur le thème de la "liberté" : "C'est pourquoi nous demandons un système complémentaire par capitalisation, facultatif mais incitatif."

Tout cela n'est-il pas contradictoire ? Non : pour Seillères l'ensemble de l'épargne doit être drainé vers la bourse et il voit les retraites, précisément, comme une épargne échappant aux "marchés financiers".

Le président du MEDEF résout la

Les chiffres de la répartition

Dépenses totales vieillesse : 1150,1 milliards de Francs (2000)

Cette somme se répartit ainsi :

Régimes de base des salariés : 36,20%

Régimes spéciaux : 29%

Régimes de base des non salariés : 8,30%

Régimes complémentaires des non salariés 1,50%

ARRCO : 15,90%

AGIRC : 8,20%

Autres régimes complémentaires des salariés 1,00%

Les régimes complémentaires des salariés représentent ensemble 25,1%

Pour comparaison, en 2000, le Budget de l'Etat était de 1228,5 milliards de Francs et le PIB (Produit Intérieur Brut) de 9215 milliards de Francs.

Source des chiffres : ARRCO

contradiction par un non dit : il s'agit "d'inciter" les travailleurs qui en ont encore les moyens à placer leurs économies sur des fonds de pensions par capitalisation plutôt que sur un livret A ou sur un plan d'épargne logement mais, surtout, il est question pour lui de **poser les bases d'un détournement des masses importantes de financement des régime par répartition vers des fonds par capitalisation**, ce qui minerait irrémédiablement les caisses de retraites par répartition.

Le double langage des bureaucrates syndicaux

Rappelons avant tout la parole d'un expert. En 1995, il prétendait vouloir réduite la fracture sociale. En juillet 1999, il nous expliquait sur le ton dramatique qui lui sied tant qu'"il est essentiel de créer une épargne retraite (...) qui permettrait à la France de reprendre le contrôle de ses entreprises". Ce qui n'a pas empêché J. Chirac, ce 6 janvier, à l'occasion des vœux aux "forces vives de la Nation",

dont les syndicats, d'oser commencer son volet sur les retraites par : "Le premier principe, c'est garantir la sécurité des retraites. La solidarité entre les générations, qui est au cœur de nos régimes par répartition, ne saurait s'épanouir sans la confiance des Français, sans la certitude que les retraites seront d'un bon niveau, qu'elles seront durablement financées et régulièrement revalorisées." Bien entendu, le développement³ contredit ensuite cette affirmation ; un expert, en somme.

De leur côté, les dirigeants de chaque organisation clament haut et fort qu'ils veulent défendre les retraites et ils appellent en commun à une manifestation le 1er février à Paris sur la base d'une plate-forme d'une modération absolue. Plate-forme qui doit être vue comme la position la plus radicale de la confédération la plus modérée, une position ouverte à toutes les propositions qu'elles viennent du gouvernement ou du MEDEF, pourvu qu'elles aient pour but de "garantir la sécurité des retraites", ce qui, dans le contexte actuel, ne veut rien dire de précis, on l'a vu.

FO

De son côté, le secrétaire général de FO, Marc Blondel, pense que 150 trimestres devraient être suffisants pour assurer une retraite à taux plein pour tous, privé comme public. Il explique que la retraite par répartition peut être garantie pour autant qu'une partie des gains de productivité (de l'augmentation des profits, pour simplifier) soit affectée au financement des retraites.

Blondel insiste sur le fait qu'en 20 ans - de 1982 à 2002 - la part des salaires dans la valeur ajoutée (la richesse effectivement créée, en quelque sorte) a baissé de 7,8%, pendant que la part des profits augmentait d'autant. Pour lui, le risque majeur qui pèse sur les retraites est là. Fort bien. Il boycotte même la cérémonie des vœux du Président de la République en direction des syndicats afin de marquer sa désapprobation à

(Suite page 7)

(Suite de la page 6)

propos du projet Raffarin...

Mais, entre temps, au lendemain des élections aux conseils de prud'hommes, il explique que le recul de FO est dû... à une position trop radicale sur les retraites ! Visiblement, la centrale de M. Blondel est l'objet de pressions assez fortes pour l'amener à s'aligner sur la CFDT et la CGT.

La CFDT

Pour ce qui est de la CFDT, la cause est entendue. On sait que la "brillante idée" de la retraite à la carte, sur laquelle s'appuie le MEDEF, lui est due : la CFDT est égale à elle-même et jamais à court de bonnes idées pour venir en aide au patronat et au gouvernement. De l'invention des accords "gagnant-gagnant" -sur un kilo de sucre l'ouvrier n'emporte qu'un ou deux morceaux, pendant que le patron garde le reste - aux "acquis mortifères" - les acquis accusés de provoquer la mort des entreprises, et on en passe...

La CFDT dont l'ancienne secrétaire générale, Nicole Notat, a lancé une agence d'expertise qui "se projette sur une position de leader européen dans le domaine de l'évaluation/ notation des performances sociales, environnementales et sociétales des entreprises. Son ambition est de fournir une offre de services innovante et à forte valeur ajoutée à l'attention des investisseurs et des entreprises." (sic). Bref, une agence de conseil pour des fonds de pension "à la française".

La CFDT qui est le centre, l'âme du Comité intersyndical d'épargne salariale (CIES) où elle siège aux côtés de la CFTC, de la CFE-CGC et de la... CGT.

La CGT

La direction confédérale de la CGT vient de recevoir un camouflet dont les conséquences sont d'ores et déjà de grande ampleur. Le secrétaire général de la fédération de l'énergie, "proche" de Bernard Thibaud, s'était engagé personnellement en faveur d'un projet visant à remettre en cause le régime

spécial des retraites et son financement comme prélude à la privatisation de l'entreprise publique.

Cette "ouverture" du capital exigée par Bruxelles, impatiente de créer des petites sœurs européennes à Enron, avait fait l'objet d'un accord entre

Démanteler les fonds de pension par capitalisation...

La motion qui suit a été adoptée, à une très large majorité, par le congrès du syndicat CGT-PTT du département du Val-de-Marne réuni les 6 et 7 février. Cette résolution doit être présentée devant le 47ème congrès confédéral de la CGT qui aura lieu début avril.

"Après le scandale Maxwell, le scandale Enron révèle l'ampleur de l'escroquerie des fonds de pension par capitalisation. Les conséquences de la gestion boursière des retraites aux USA, en Grande-Bretagne et ailleurs sont claires.

Le moment est venu, non seulement de refuser la mise en place de tels fonds en France, mais aussi d'agir à tous les niveaux, CES et UNI, pour le démantèlement des fonds de pension par capitalisation et leur remplacement par des caisses de retraite par répartition.

Par ailleurs, la présence de la CGT au CIES (Comité Intersyndical d'Epargne Salariale) est contradictoire avec le refus des fonds par capitalisation, son retrait de cette instance est nécessaire."

Chirac et Jospin, à Barcelone, comme pour les retraites.

Le rejet par le personnel, à l'occasion d'un référendum organisé à Edf-GdF par la CGT sur l'accord laborieusement mis aux point par les bureaucrates, sonne comme un premier avertissement à la direction de la CGT, donc, au MEDEF et au gouvernement.

D'ores et déjà, l'onde de choc du rejet s'est largement propagée dans la CGT, où l'attitude confédérale est de plus en plus ouvertement critiquée comme une pratique de syndicalisme d'accompagnement digne de... la CFDT !

Tous dans la rue le 1er février !

Devant l'ampleur de l'attaque, l'appel unitaire, certes très tiède, lancé par l'ensemble des confédérations à manifester le 1er février pour "sauver les retraites", a été suivi d'une réponse très ferme et massive. L'appel était tiède mais la météo était à la neige, le

1er février tombait un samedi, aucun préavis de grève n'avait donc été déposé sauf... dans les transports de la région parisienne, très largement suivi d'effet, puisque rares étaient les RER, métros et bus. Il fallait donc être particulièrement déterminé pour se rendre à la manifestation.

Dans ce contexte, la mobilisation de 500 000 personnes à travers plusieurs villes du pays, rassemblant travailleurs actifs et retraités, chômeurs et jeunes, sonne comme une triple mise en garde au patronat, au gouvernement et aux bureaucrates.

Cette mobilisation est la preuve que l'immense majorité de la classe ouvrière est prête à se battre pour imposer :

37, années de cotisations maximum pour tous,

Retraite à taux plein à 60 ans, maximum,

Maintient des régimes spéciaux !

Non aux fonds de pensions,

Non à la capitalisation !

¹Un escroc n'arrive jamais en disant qu'il va vous dépouiller. L'escroc a toujours le sourire et il veut toujours vous faire "bénéficiaire" d'une affaire exceptionnelle, tous les juges de tribunal correctionnel peuvent l'attester. Tous.

²Voir notre encadré sur les chiffres de la répartition

³http://www.elysee.fr/cgi-bin/auracom/aurweb/search/file?aur_file=discours/2003/030106FV.html

L'art de l'esquive ou Raffarin abat ses cartes

Lundi 3 février, le Premier ministre, J.-P. Raffarin, a présenté les principes de sa "réforme" des retraites lors d'un discours solennel devant... le Conseil Economique et Social, lieu d'une très grande collaboration entre les "partenaires sociaux", là où s'expriment les "forces vives de la nations".

"Je ne vous propose pas une réforme comptable, même si les finances n'en sont pas absentes." Il s'agit donc bien d'une réforme sur le fond et le "coup de chapeau" au système mis en place en 1945 ne change rien à l'affaire, Raffarin veut aller vite et loin dans la remise en cause du système de retraites par répartition. Bien entendu, le Premier ministre avance masqué et prétend qu'il n'est pas question d'y toucher..

Et de dramatiser, comme il est de coutume depuis 10 ans : *"Le choc de 2006 est programmé, le « scénario de l'inacceptable » a été décrit et pourtant, tant que le navire n'a pas heurté l'iceberg, la croisière continue."*

Les arguments sont connus : celui de la démographie, maintes fois démonté ; celui, mensonger encore, de la dette publique *"qui a triplé en 20 ans et qui représente aujourd'hui 60% de notre P.L.B."* : comme si le système de retraite était responsable de ce triplement... alors que, à ce jour, les caisses par répartition sont excédentaires.

Tout simplement, depuis le plan Juppé, par leur faible déficit, l'intégration des comptes de la sécurité sociale dans la catégorie "budgets publics" a permis à ceux-ci de satisfaire aux critères de Maastricht. Désormais, le gouvernement les utilise systématiquement comme variable d'ajustement budgétaire, pour compenser le déficit induit pas les baisses d'impôts pour les plus riches.

Or, selon Raffarin, *"(...) il faudrait doubler l'impôt sur le revenu d'ici 2020 ou doubler la TVA d'ici 2040. Ce n'est pas une perspective acceptable !"* Il faudrait, oui... à condition que ni le PIB, ni la productivité du travail n'augmentent et que le chômage reste au niveau actuel. Le Premier ministre nous promettrait-il, pour 40 ans, la croissance zéro, l'investissement zéro, le non

remplacement des départs en retraites ? Pourtant, la répartition des richesses créées par le travail, justement, est l'enjeu de la défense des retraites par répartition.

"La retraite est bien plus qu'un acquis social, c'est le cœur de notre système de solidarité.". C'est bien là le centre de l'attaque : remettant en cause l'architecture du système de retraite, Raffarin, fidèle exécutant du MEDEF, prépare une véritable privatisation de la sécurité sociale. Le calendrier gouvernemental en est la preuve : *"conclure cette réforme devant le Parlement avant les vacances"*, alors que J.-F. Mattéi, Ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées, prévoit de déposer cet automne un projet de réforme de la sécurité sociale... dont tout porte à croire qu'elle sera d'inspiration ultra libérale.

Bref, pour Raffarin, quatre objectifs : "une réforme immédiate à l'horizon 2020", une action sur "le niveau des retraites", le respect du "principe de justice", la "croissance de notre taux d'activité" et, cerise sur le gâteau, "Je vous propose d'injecter davantage de liberté dans notre système de retraite." Et de préciser, pour ceux qui n'auraient pas compris : "Plus de liberté, c'est aussi faciliter l'épargne retraite".

Le représentant de la CGT lui tend une perche

Certes il faut organiser *"un véritable contre-choc emploi"*, car le plein emploi est la condition d'un bon fonctionnement des retraites par répartition, mais la déclaration de J.-Ch. Le Duigou pour le groupe CGT, qui n'en reste pas là, est un monument de jésuitisme : exigence de *"l'arrêt du processus Balladur"* (et non de son abrogation), et refus d'*"un durcissement des conditions d'acquisition des droits, notamment un allongement de la durée de cotisation"* alors que la situation du privé sera cette année de 40 années de cotisations (160 trimestres). De deux choses l'une : soit il ne faut pas durcir les conditions au delà de 160 trimestres ; soit il faut revenir à 150 trimestres maximum pour tous. Aussi, non seulement la déclaration de Le Duigou est volontairement ambiguë dans sa

formulation, mais à aucun moment elle ne fait référence à la revendication des 150 trimestres pour tous ! C'est une perche tendue à Raffarin.

Le représentant de FO s'oublie

Bernard Devy pour le groupe FO du CES met le doigt sur le problème : *"Permettez-nous, Monsieur le Premier ministre, de nous inquiéter de ces pressions européennes qui tendent à vouloir, au nom des grands équilibres budgétaires, remettre en cause les principes de solidarité dans une logique de recherche de solutions individuelles."*

Aussi précise-t-il dans la foulée que *"Attachés au droit à la retraite à 60 ans à taux plein, nous n'entendons pas souscrire à la démarche qui viserait à considérer que seule la durée de cotisation pourrait servir de variable d'ajustement en la conditionnant à l'augmentation de l'espérance de vie."* C'est nous qui soulignons "seule". Qu'est-ce à dire ? Que d'autres variables d'ajustement peuvent être trouvées, et que la durée de cotisation peut être une de ces variables, à condition de n'être pas la seule...

Raffarin vend la mèche

Le soir du même 3 février, Raffarin est reçu sur TF1 pour y commenter sa prestation au CES et, alors que sa présentation était axée sur les retraites par répartition, faisant à peine allusion à la capitalisation et sans jamais utiliser le mot, le refoulé refait surface et le Premier ministre laisse échapper : *"Notre système c'est la capitalisation ; ce que je veux sauver c'est la capitalisation."*

Malgré Raffarin, son inconscient nous a révélé, là, que le gouvernement est prêt à beaucoup de concessions dans le débat qui est ouvert, à condition de pouvoir poser les bases d'un basculement progressif de la répartition vers la capitalisation, mettre le vers dans le fruit.

Pour un gouvernement de ce type, cela va sans dire, mais cela va encore mieux en le disant.

La FSE - Paris 3 : un vrai syndicat étudiant de lutte anticapitaliste.

A propos de la motion dite "antisémite", déposée par les syndicats de professeurs et de personnels de l'université Pierre et Marie Curie, vous lirez ci-dessous le communiqué de la FSE Paris 3. Vous verrez que leur motion n'a rien de révolutionnaire. Mais dans le contexte actuel de propagande sioniste, visant à faire passer pour "antisémites" tous ceux qui critiquent un tant soit peu la politique de répression du peuple palestinien, cette motion à un certain mérite : elle affirme clairement le fait que l'état d'Israël viole les droits fondamentaux du peuple palestinien. Vous verrez, aussi, comment l'UNEF, de reniement en trahison, est passée dans les faits du côté de l'ordre capitaliste et de la réaction impérialiste.

Bien sûr, nous, nous n'avons aucune illusion envers les institutions impérialistes internationales. Nous pensons donc devoir continuer à expliquer sans relâche qu'il ne faut compter que sur la mobilisation indépendante des travailleurs et des jeunes en faveur du peuple palestinien. Affirmer le droit au retour de tous les réfugiés sur leur terre, ce qui signifie la décolonisation de toute la Palestine, est fondamental, car impérialiste et sionistes s'entendent constamment contre ce droit, pourtant inaliénable, du

peuple palestinien.

Pour le peuple Palestinien, l'existence de l'état apartheid et colonialiste d'Israël est synonyme, comme on le voit tous les jours, de misère, d'oppression, d'extermination et d'expulsion. La seule perspective réaliste pour Juifs et Arabes qui veulent vivre dans la paix, c'est *une seule Palestine, laïque, démocratique, non raciste et socialiste* sur tout le territoire de la Palestine dans le cadre d'une Fédération Socialiste du Proche et du Moyen-Orient. C'est la seule voie, car l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme et d'un peuple par un autre peuple surarmé ne peuvent mener qu'à la barbarie.

Dans un autre domaine, par ailleurs, la FSE Paris 3 a participé avec une vingtaine de personnes (alors que nos militants et sympathisants étaient pour la plupart en période de "partiels") à la manifestation de l'Education Nationale du 28 janvier 2003, autour de ses propres mots d'ordres et en s'intégrant au cortège du collectif des emplois jeunes, qui prit la tête de la manifestation. Et ce, malgré les organisateurs "officiels", qui ont tenu à marginaliser les précaires de l'Education Nationale avec un cordon de service d'ordre de la FSU.

Bien qu'étant une poignée, nous étions déterminés à nous faire entendre. Ainsi on pouvait lire sur nos deux banderoles : "Facs : régionalisation = privatisation" et "Abrogation des décrets ECTS". Tout au long de la manifestation, nous avons crié entre autres : "Ni application, ni négociation, ECTS : abrogation", "Non, non, non à cette éducation qui fait des étudiants de la chaire à patron", "Des places au capès pour pas finir CRS", "Ni école libérale, ni école du capital", ou encore "De l'argent pour l'école pas pour la guerre du pétrole".

Il faut savoir que L'UNEF, quant à elle, se bat avec sa couverture "d'extrême gauche" - la dite tendance "tous ensemble" liée aux JCR/LCR - pour une bonne application ...des ECTS. En somme le "plus grand syndicat étudiant" bureaucratique de France pense que l'on peut privatiser dans de bonnes conditions les universités. Leur politique social-libérale s'intègre dans l'Europe du capitalisme de façon "constructive" et "réaliste". L'UNEF s'inspire ainsi directement de la politique des partis de l'ex-gauche plurielle (PS, PCF en particulier).

Le 28.01.03
Raoul.

Communiqué n°1 de la section FSE - Paris 3 .

« *L'étudiant a le devoir de défendre la liberté contre toute oppression.* »

(extrait de la charte de Grenoble de 1946, fondatrice du syndicalisme étudiant).

Le conseil d'administration de l'Université Pierre et Marie Curie (Paris 6, Jussieu) a voté le 16/12/02 une motion (présentée par CGT, CFDT, FSU et SUD Educ) pour le non renouvellement de l'accord d'association Union Européenne/Israël, en particulier en matière de recherche.

Il a en effet constaté qu'Israël, de par sa politique d'occupation et d'oppression généralisée du peuple palestinien, viole les dispositions mêmes de cet accord, en particulier son article 2, qui conditionne la collaboration entre les signataires au « *respect des Droits de l'Homme et des principes démocratiques qui inspire leurs politiques interne et internationale, et qui constitue un élément essentiel du présent accord* ».



(Suite page 10)

(Suite de la page 9)

Pour les mêmes raisons, le Parlement européen a, lui aussi, dès le 10 avril 2002, voté pour la suspension de l'accord d'association euro-israélien.

Le lundi 6 janvier, un rassemblement a été appelé par l'UEJF, l'UNEF, Le Betar et la LDJ (Ligue de Défense Juive) pour manifester contre l'adoption de cette motion par le conseil d'administration de Paris 6. Le Betar et la LDJ, ces deux organisations de l'extrême-droite sionistes (la LDJ est d'ailleurs officiellement interdite en Israël), connues des services de police, appelaient ouvertement à la haine raciale et ont mis leurs menaces à exécutions. Elles ont attaqué (avec des bombes lacrymogènes, poings américains, casques et barres de fer) au sein même de l'université de Jussieu, militants et étudiants sortant de cours. Trois d'entre eux ont été emmenés à l'hôpital, dont un pour traumatisme crânien.

Nous condamnons ces agressions intolérables qui visent à terroriser les étudiants et les enseignants de Jussieu qui n'ont fait qu'exprimer, à travers le vote de cette motion, leur attachement aux Droits de l'Homme.

Nous condamnons l'abstention de l'UNEF lors du vote de cette motion. Et nous dénonçons l'attitude de l'UNEF qui trahit ainsi ouvertement les principes fondateurs du syndicalisme étudiant en manifestant avec des organisations d'extrême droite sionistes.

La Fédération Syndicale Etudiante de Paris 3, le 14-01-03

Vie des sections

Espagne

Le Voyage en Palestine

Quatre de nos camarades espagnols de LI, en compagnie d'un groupe de Français, se sont rendus en Palestine du 3 au 15 août dernier, dans le cadre de la Campagne Civile Internationale de Protection du peuple Palestinien (CIPPP). Nous publions ci-après l'entretien que, à cette occasion, ils ont accordé à l'Internationaliste.

Dans les rues de Palestine, comment vit-on l'occupation israélienne ?

Dans les territoires occupés, la présence militaire rend la vie quotidienne très difficile. Des actes aussi simples que faire les courses, aller à l'école ou à l'université, visiter la famille, se rendre à l'hôpital, faire un petit tour... demandent un effort énorme et deviennent parfois impossibles. Pendant les négociations d'Oslo, deux nouvelles formes de colonisation ont été instaurées : les "checkpoints" (points de contrôle) et les "routes de contournement". Pour les premiers, il s'agit de contrôles militaires installés dans les rues et sur les routes, de véritables bases utilisées par l'armée israélienne pour tirer sur les gens, pour arrêter des militants et pour surveiller l'ensemble de la population. L'armée seule décide

quand et comment ouvrir ou fermer des "checkpoints", qui peut les traverser et comment : tantôt laisse-t-on passer les femmes, les enfants, les vieillards..., tantôt les ferme-t-on à tous. Lorsqu'un étudiant ou un travailleur sort de chez lui, il ne sait jamais s'il arrivera à destination car il ignore s'il réussira à franchir tous les contrôles, ou s'il devra faire la queue pendant des heures, ou s'il sera arrêté.

Et à propos des routes ?

Les "routes de contournement" (en anglais, "by pass roads") constituent l'autre nouvelle forme d'occupation. Il s'agit de routes spéciales pour l'usage exclusif des colons et interdites aux Palestiniens. Ce sont des véritables autoroutes modernes qui relient toutes les implantations de Cisjordanie entre elles et avec Israël, en évitant tout contact avec la population arabe. Ces autoroutes sont construites selon la

politique de "la terre brûlée" : tout ce qui se trouve à 600 mètres de chaque côté du tracé, est détruit. Ainsi, avon-nous connu, à Gaza, une famille réduite à vivre dans une tente de camping, sa maison ayant été démolie (et, avec elle, le village entier), pour faire passer l'autoroute. Ces autoroutes se dressent en fait comme des frontières internes et fragmentent les territoires occupés en zones isolées. Une de ces routes sépare Jérusalem de Béthléem, des villes à 10 Km de distance l'une de l'autre, mais pour les Palestiniens c'est comme si elles étaient à 1 000 Km : les familles ont été divisés, de part et d'autre, et sont sans pouvoir se voir depuis deux ans.

Ce sont là les résultats du dit processus de paix

Il est ainsi. Oslo n'a servi à résoudre

(Suite page 11)

(Suite de la page 10)

aucun des problèmes subis par le peuple palestinien. La colonisation, loin de diminuer, a été multipliée par quatre et "checkpoints" et "by pass roads" ont surgi. L'accès à l'eau n'a toujours pas été réglé et les prisonniers politiques n'ont pas été libérés (quand Israël s'est partiellement retiré des territoires, l'armée emmené avec elle 13 000 prisonniers de la première Intifada, dont la plupart sont encore en prison et ce, dans des conditions atroces, puisqu'en Israël la pratique de la torture est légale). Enfin, et bien entendu, Oslo n'a pas garanti le droit au retour des réfugiés. La deuxième Intifada constitue, précisément, la reprise de la lutte du peuple palestinien, face à l'échec criant d'une politique de négociation avec Israël.

Le seul point des accords à avoir été concrétisé est celui de la création d'une Autorité Nationale Palestinienne, Israël ayant compris, après la première Intifada, qu'il était plus rentable de faire réprimer la résistance palestinienne par une fraction du même peuple palestinien. Arafat compte avec neuf corps parapoliciers et, paradoxalement, Gaza possède un des plus hauts indices de policiers par nombre d'habitants au monde. Aussi, les affrontements entre militants et policiers palestiniens ont-ils été permanents jusqu'à l'invasion de toute la Cisjordanie par Israël, en hiver (2001-2002, NdT). Aujourd'hui, Arafat ne peut plus continuer à mentir ni à faire des promesses jamais tenues et les gens ont repris la lutte. La gauche qui a soutenu les accords de paix et qui a vu en Arafat le libérateur du peuple palestinien ferait bien d'y réfléchir, dix ans de concessions et de négociations ayant démontré qu'avec le sionisme aucune discussion n'est possible et qu'il n'y aura pas de paix en Palestine sans le démantèlement de l'état d'Israël.

Comment agit l'armée israélienne ?

L'armée israélienne cherche le génocide, l'extermination du peuple palestinien. L'armée non seulement elle occupe les villes mais, de plus,

elle pratique une politique systématique dont le but d'y rendre la vie impossible : les cultures sont détruites, l'eau est contrôlée et les gens sont obligés de creuser des puits de plus en plus profond et de stocker - comme nous l'avons vu dans le camp de réfugiés de Deheishe à Béthléem - les eux de pluie. La mince structure industrielle n'a pas été épargnée et lorsqu'on annonce le bombardement d'usines d'explosif, il s'agit en réalité de petits ateliers de manufacture, seule industrie autorisée par Israël dans les territoires occupés. L'occupation israélienne ne cherche pas à exploiter les Palestiniens en tant que peuple soumis, mais aspire au nettoyage ethnique.

Comment le peuple palestinien résiste-t-il à l'occupation ?

Le degré d'organisation est admirable et il explique pourquoi les Palestiniens ont pu survivre tout ce temps et jusqu'à maintenant : il s'agit de tout un peuple qui lutte pour résister, chaque jour. Résistance et occupation sont devenus des éléments essentiels de l'identité du peuple palestinien ? Ceci est patent dans les camps de réfugiés, comme à Gaza et en Cisjordanie, où habitent ceux qui furent chassés de leurs maisons (dont prit possession Israël) en 1948 et où il est émouvant de constater comment une telle identité passe de père en fils. Ainsi, la première chose qu'apprend un enfant palestinien réfugié, c'est son nom et celui de sa ville d'origine, c'est-à-dire celle d'où furent expulsés ses grands-parents. Ils savent que leur foyer est là-bas et ils luttent pour pouvoir y retourner ; c'est pourquoi ils refusent de quitter les camps et d'aller vivre plus confortablement dans des villes palestiniennes. La clef de la maison familiale va passer de père en fils, jusqu'au jour où l'un d'entre eux réussirait à rentrer.

Ayant reconnu à ces personnes leur statut de réfugiés (comme elle a reconnu le droit au retour, même si cela reste lettre morte), l'ONU elle-même devrait d'abord s'occuper de l'aménagement sanitaire et de l'enseignement dans les camps : pourtant, les services médicaux restent très insuffisants et un maître d'école

ne peut vivre du salaire versé par l'ONU. Pour sa part, l'Autorité Nationale Palestinienne ne s'occupe pas plus que les autres des réfugiés. En réalité, ce sont les réfugiés eux-mêmes qui organisent écoles, garderies, dispensaires, centres de loisir, stockage et répartition de l'eau, distribution de nourriture et, bien entendu, défense militaire. Aussi, l'Intifada perdure dans beaucoup de camps, face à l'abandon de l'ONU et d'Arafat.

Et les femmes ?

Elles occupent une place fondamentale dans la société palestinienne : ici, les femmes ont beaucoup plus de prestige que dans d'autres pays arabes car elles constituent un des piliers de l'Intifada. Le peuple palestinien doit en effet mobiliser toutes ses forces pour pouvoir survivre et, dans cette lutte, personne n'est de trop. Ainsi, les femmes ont-elle montré leur force non seulement dans la lutte quotidienne pour faire subsister leur famille mais, également, dans le terrain politique et militaire.

Comment expliquer le phénomène des martyrs ?

Il existe beaucoup de peur des conséquences qui entraînerait une attaque impérialiste contre l'Irak. De la même façon que le 11 septembre servit à légitimer une nouvelle offensive brutale contre le peuple palestinien, une attaque sur l'Irak créerait un contexte international favorable à la répression exercée par Israël. En fait, des projets de déportation massive vers la Jordanie existent déjà, dans le dispositif de reconfiguration frontalière dicté par l'impérialisme. Cependant, même si une telle offensive risque d'être brutale, il ne faut pas mésestimer la capacité de lutte du peuple palestinien et l'impact consécutif sur l'ensemble du monde arabe. C'est pourquoi la solidarité internationale est fondamentale. De plus, dans la mesure où c'est l'un des rares endroits du monde, aujourd'hui, où l'on s'oppose frontalement aux projets de l'impérialisme, en Palestine se joue en réalité l'avenir de nous tous.

Bush et Lula présideront les négociations de la ZLEA

(Zone de Libre Echange des Amériques)

Le 31 octobre dernier, à Quito en Equateur, eut lieu une grande manifestation des mouvements sociaux de toutes les Amériques, contre la ZLEA. C'était la voix de la rue, des exploités et des opprimés s'exprimant contre les ministres de l'économie et du commerce de 34 pays réunis, une fois de plus, autour d'une table de négociations pour la construction de cet accord néocolonial, la ZLEA.

Alors qu'ils exigeaient la suspension de telles négociations, les manifestants ont été victimes d'une forte répression. De l'autre côté de la barricade, fait nouveau et peu relayé au Brésil, le député PT-MG, Paulo Delgado, accompagnait l'équipe de Fernando Henrique Cardoso (alors président du Brésil. NDLR)

Fait inhabituel, à partir de janvier le Brésil co-présidera la ZLEA avec les Etats-Unis. Avec le gouvernement Bush, le gouvernement Lula présidera les négociations et appliquera le calendrier prévoyant l'installation définitive de la ZLEA à partir de 2005.

Dans le cadre de la campagne contre la ZLEA au Brésil, un "Plébiscito" (consultation populaire ; NDLR) eut lieu en octobre. Y ont participé dix millions de personnes dont le 90% a refusé la ZLEA et s'est prononcé pour la rupture immédiate des négociations. Le PT, pour sa part, a refusé le "plébiscito" et désavoué ses

résultats.

Il se trouve que, par rapport à la ZLEA, la direction du PT défend la même politique que l'ex président Cardoso et autres secteurs de la classe dominante brésilienne. Le PT prétend qu'une négociation souveraine est possible. Aussi, certains secteurs de la gauche du PT pensent que le mouvement populaire doit appuyer les négociations du gouvernement Lula et faire pression pour que la ZLEA puisse être bloquée de l'intérieur : ces secteurs nourrissent l'illusion que le gouvernement Lula est pour la non-application de la ZLEA et qu'il a, tout simplement, une "tactique " différente pour y arriver.

Mais seules les mobilisations des masses, organisées par le mouvement ouvrier et populaire, arriveront à bloquer la ZLEA car, au contraire, la bourgeoisie brésilienne la soutient. D'ailleurs, les secteurs "productifs ", dont Lula affirme être l'allié, défendent intégralement le dispositif de la ZLEA. Ainsi par exemple, Horacio Piva, président de la Fiesp, a déclaré que "*le processus de la ZLEA est inévitable*" (cf.

Mariucha Fontana

Opinão socialista n°140 journal du PSTU, (Parti socialiste des travailleurs unifié), section brésilienne de la LIT-QI - quinzaine du 7 au 20/11/02

Folha on Line, 28/10/02). Et l'actuel vice-président, José Alencar, de confirmer : "*Parfois les gens se prononcent contre la ZLEA sans savoir ce que c'est. Pour être exact, le libre-échange signifie la fin des frontières économiques. Cela signifie que les pays vivront dans une économie réellement ouverte. Est-ce positif pour le Brésil ? Je pense que oui.*" (Folha de Sao-Paulo, 26/10/02)

LA BOURGEOISIE NE VEUT PAS DE SOUVERAINTE

Si les gouvernements d'alliance avec la bourgeoisie gouvernement toujours contre les travailleurs (car la conciliation entre "capital et travail" produit, en fait, une augmentation de l'exploitation), aujourd'hui l'alliance avec la bourgeoisie implique également la soumission totale à l'impérialisme.

(...) Les gouvernements et la bourgeoisie du continent, y compris brésilienne, n'ont montré aucune résistance face à la progression du processus de recolonisation. En effet, le Brésil s'est profondément

(Suite page 13)

(Suite de la page 12)

"dénationalisé" et sa bourgeoisie a changé de profil. Elle était déjà une associée peu importante de l'impérialisme, mais aujourd'hui son importance s'est encore amoindrie : une partie de cette bourgeoisie est devenue rentière, une deuxième partie constitue la figure de proue des groupes étrangers, et la troisième est le gérant colonial d'entreprises jadis nationales, passées aujourd'hui sous contrôle de l'impérialiste.

Ainsi, au cours des cinq dernières années - et jusqu'à 2001 - outre les privatisations, les entreprises ont subi des processus de fusion ou d'absorption, 70% d'entre elles étant passées aux mains de groupes étrangers. Au-delà des secteurs traditionnellement sous contrôle des multinationales (comme l'automobile, à 95%, et l'industrie pharmaceutique, à 79%), ont été également engloutis des secteurs traditionnellement nationaux : les aliments (57%), les produits d'entretien (87%). L'industrie de pièces détachées pour l'automobile, l'électroménager, les supermarchés et surtout le système financier ont été profondément "dénationalisés". Même l'agriculture est aujourd'hui commercialisée à plus de 50% par des groupes multinationaux.

Aussi, l'exigence du lobby des entreprises de communication (*Globo* en tête), pour l'ouverture des médias au capital impérialiste, est-elle emblématique de cette la politique de totale soumission... Le défenseur des exportateurs, Delfin Neto (qui a soutenu le PT), et certains membres du PT (Mercadante et d'autres encore), ne désignent-ils pas le Mexique de l'ALENA en tant que modèle pour le Brésil ?

Pour sa part, ex-ministre d'Itamar Franco, aujourd'hui membre de l'UNCTAD (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement) et désigné par la presse comme une des personnalités hors PT pouvant intégrer le nouveau gouvernement, Rubens Recupero a déclaré que les négociations de la ZLEA sont avantageuses car, selon lui, le Brésil pourrait par ce biais arriver à renverser ou à faire diminuer le protectionnisme américain dans les domaines "intéressants" : l'agriculture, l'acier, l'industrie de la chaussure ainsi que quelques autres produits. Mais il se trouve que même si, comme le veut la bourgeoisie, dans ces secteurs il est possible d'exporter davantage (en Equateur, par exemple, la bourgeoisie colonisée a passé un accord bilatéral avec les Etats-Unis, dans ce sens), la ZLEA n'en sera pas moins un pacte colonial : en échange de jus d'orange, la bourgeoisie acceptera de livrer à l'impérialisme ce qui reste des services publics, et de mettre le pays sous contrôle d'un tribunal international dirigé par les Etats-Unis.

Il faut le dire haut et fort : aucun secteur bourgeois latino-américain, encore moins la bourgeoisie brésilienne, n'empêchera la mise en place de la ZLEA. Car la bourgeoisie ne veut pas de souveraineté, elle veut la ZLEA. Et le gouvernement Lula, profondément allié à cette bourgeoisie, coordonnera, au côté de Bush, les négociations qui mèneront à la mise en place de la ZLEA.

LA DEFENSE DE LA SOVERAINETE DANS LES MAINS DU PROLETARIAT

Les exploités des villes et des campagnes, au moyen d'une forte mobilisation, sont les seuls qui puissent empêcher la mise en œuvre de la ZLEA. Aussi, à Quito, les mouvements sociaux ont-ils exigé la suspension des négociations ainsi que la tenue d'une consultation populaire ("plébiscito") dans chaque pays concerné.

Au Brésil, la campagne contre la ZLEA exige la rupture immédiate des négociations, car outre qu'aucune négociation souveraine n'y est possible, chaque nouvelle rencontre produit, en fait, une avancée dans l'application de l'accord. Comme l'a déclaré João Pedro Stédile, leader du MST (Mouvement des Sans Terre), à l'occasion de la dernière réunion de coordination de la ZLEA, on peut comparer ces négociations à une grossesse non désirée : si l'on n'avorte pas suffisamment tôt, au bout de neuf mois un enfant sera né. D'où l'énorme importance de la continuité de la campagne brésilienne et continentale contre la ZLEA.

Il faut être clair : si Lula continue de s'allier à la bourgeoisie et de participer aux négociations, le mouvement d'opposition se trouvera d'un côté de la barricade et Lula de l'autre, comme à Quito.

**Mariucha Fontana de la
rédaction d'Opinião Socialista,
journal du PSTU, (Parti
socialiste des travailleurs
unifié), section brésilienne de la
LIT-QI n°140, quinzaine du 7
au 20/11/02**

La gauche socialiste et le gouvernement Lula.

Dans cette nouvelle étape, le défi que la gauche brésilienne doit relever, est celui de la construction d'un parti révolutionnaire de masse alternatif au PT, en se positionnant contre le gouvernement Lula. Il est donc urgent de débattre de la politique que les socialistes doivent mener face au nouveau gouvernement.

EST-CE QUE, AVEC LA FIESP ET LE FMI, LE GOUVERNEMENT LULA PEUT ETRE "PROGRESSISTE" ?

Avant d'arriver au gouvernement central, le PT était déjà un obstacle à la rupture d'avec l'impérialisme et le capitalisme. Aujourd'hui, en gouvernant, ce parti effectue un saut qualitatif : le PT est devenu un agent direct de l'application du projet bourgeois et impérialiste dans le pays.

A gauche, il y a grosso modo deux types d'illusions sur ce gouvernement. Il y a ceux qui croient qu'en faisant pression sur lui, et même sans rompre avec l'impérialisme et le capital, Lula pourra avancer de quelques pas vers la souveraineté.

Et il y a les camarades qui, sachant la rupture nécessaire, pensent pourtant que grâce à la mobilisation il serait possible de pousser le gouvernement vers la gauche et vers la rupture. Pour

ces derniers, le gouvernement Lula serait un hybride sans caractère de classe, une sorte de gouvernement en discussion où, d'un côté, il y aurait le FMI et le gros de la bourgeoisie et, de l'autre côté, le mouvement de contestation : Lula se situant exactement au milieu, il pourrait donc être poussé vers la gauche.

De notre point de vue, il n'est pas est possible d'atteindre la souveraineté tout en participant au processus de recolonisation, dans le cadre d'un "partenariat conflictuel" avec le FMI et en négociant l'application de la ZLEA.

Pas plus qu'il n'est possible de pousser le gouvernement Lula vers la rupture, car ayant fait un choix de classe : celui de gouverner avec la bourgeoisie dans le cadre du FMI et de la ZLEA. Ce gouvernement est une entité cohérente : c'est un gouvernement bourgeois.

CONSEILS OU EXIGENCES ?

Lénine affirmait que face à des gouvernements de ce type, la politique révolutionnaire devait

comporter deux aspects : un premier, négatif, qui consistait à expliquer patiemment aux masses que le gouvernement était son ennemi et qu'il fallait s'y opposer totalement dès le premier jour. Un second, positif, devait expliquer quel gouvernement défendaient les révolutionnaires, en l'occurrence, une forme adéquate de gouvernement, adaptée aux circonstances et à la conscience des masses. En Russie, cette forme est passée par différents mots d'ordre : *Aucune confiance dans le gouvernement provisoire ! Dehors les ministres bourgeois ! Tout le pouvoir aux soviets !*

Au contraire, nous constatons que les premières manifestations des courants de gauche du PT, se contentent d'adresser des "conseils" à Lula. C'est le cas d'une interview donnée par la députée Luciana Genro, qui a affirmé : "(.....) *Je trouve que continuer à suivre les politiques du FMI n'est pas le chemin par lequel nous pourrions satisfaire les revendications historiques des travailleurs (.....) Je trouve que Lula devrait dénoncer cet accord. Que signifie cela ? Que demain il*

(Suite page 15)

(Suite de la page 14)

doit rompre et dire qu'il ne veut plus rien savoir ? Non ! Cela signifie qu'il faut construire cet état d'esprit dans le pays, pour montrer l'incompatibilité qu'il y a entre l'amélioration des conditions de vie et la soumission au FMI. Lula doit s'asseoir à la table des négociations, convaincu par une population qui a conscience que le FMI est notre ennemi (.....)" (Folha de Sao Paulo – 4/11/02).

Pour Luciana, ce n'est pas un problème que Lula négocie avec le FMI, mais elle suggère que Lula choisisse de dénoncer le FMI, pour "négocier convaincu par la population consciente que le FMI est un ennemi". Comme si l'obstacle était une supposée illusion des masses dans le FMI ! C'est justement l'inverse : les masses ont des illusions, mais en Lula. Or, celui-ci a déjà choisi son camp : gouverner avec la bourgeoisie en accord avec le FMI.

En évitant de combattre les illusions des masses en Lula, Luciana en arrive à ne plus défendre la rupture avec le FMI.

OPPOSITION OU APPUI CRITIQUE ?

De notre côté, nous menons campagne contre la ZLEA avec les camarades du MST, de la Consultation Populaire... Ce sont des camarades qui donnent la priorité aux luttes et qui impulsent la rupture avec l'impérialisme. Ils forment aujourd'hui, avec tous les secteurs combattifs, un pôle très important pour la mobilisation et le combat contre l'impérialisme. Nous pensons qu'ici, aussi, il y a des divergences d'analyse sur la nature du gouvernement Lula, sur la stratégie et sur les tactiques que la gauche doit adopter. Ce

sont des discussions que nous devons poser fraternellement, patiemment, sans sectarisme, mais clairement – avec l'objectif d'éclaircir les accords et les désaccords, dans la perspective de chercher à avancer dans les accords et de surmonter les désaccords, dans la mesure du possible.

Cependant, il y a déjà deux points sur lesquels nous sommes d'accord : premièrement, il faut faire échec et rompre avec la ZLEA et le FMI ; deuxièmement, la réalisation de ces tâches passe par la mobilisation des masses.

OU PENSONS-NOUS QU'IL Y A DESACCORD ?

Premièrement, il y a des camarades qui pensent qu'avec la mobilisation, il est possible de pousser le gouvernement Lula à l'affrontement avec l'impérialisme.

Deuxièmement, ce jugement correspond à une politique d'appui critique au gouvernement. De notre point de vue, ce jugement et cette politique sont erronés car, même en gardant une indépendance pour diriger des actions et des conflits, en maintenant un appui critique, ils finiront par être perçus, par les masses, comme faisant partie du bloc gouvernemental. Ces camarades apparaîtront ainsi comme l'aile gauche, critique, du gouvernement, mais jamais ils ne représenteront une alternative de gauche, indépendante.

Ceux qui restent sur une position de ce type, d'appui critique ou d'aile gauche, seront obligés de jouer le rôle de défenseurs du gouvernement, face aux inévitables critiques qui viendront encore de gauche et les confrontations qui surgiront. Ces

"appuis critiques" reproduiront ainsi, à leur tour, les pressions exercées par le gouvernement contre les positions de gauche (.....).

Historiquement, ce type de positions est connu sous l'appellation de Front Populaire de Combat. Et l'expérience historique nous montre, de plus, que les Fronts Populaires de Combat périclitent, en se consommant des deux côtés, au milieu des affrontements entre les masses et les gouvernements bourgeois de collaboration de classes. Ces Fronts ne construisant pas une alternative de gauche révolutionnaire, ils se sont terminés la plupart du temps par une défaite du mouvement.

CONSTRUIRE UN NOUVEAU PARTI REVOLUTIONNAIRE

Nous continuons à nous adresser aux camarades de la gauche socialiste et, surtout, aux camarades qui mènent campagne contre la ZLEA, avec l'appel suivant : établissons un programme et construisons ensemble un parti révolutionnaire alternatif au PT.

FIESP : Fédération des industries de l'Etat de São Paulo

FMI : Fonds Monétaire International

ZLEA : Zone de Libre Echange des Amériques, connue aussi comme ALCA

MST : Mouvement des Sans-Terre

